

# Le pouvoir politique français et la guerre de l'information

Il faut remonter aux guerres coloniales la seconde moitié du XXe siècle pour identifier des pratiques de guerre de l'information cautionnées par le pouvoir politique. Elles se jouèrent à deux niveaux : le niveau diplomatique et le niveau militaire. Dans un premier temps, les gouvernements de la IVe République hésitèrent à recourir à mener des opérations psychologiques et d'influence pour défendre leur position sur la scène internationale. Lorsque l'armée française accrocha des troupes communistes chinoises à partir 1949 dans le Nord de l'Indochine, les autorités françaises décidèrent de ne pas ébruiter l'affaire. Cette intrusion était pourtant la preuve que le conflit ne se limitait pas à une guerre de libération nationale menée par les seules forces locales du Viêt-Minh. La tournure que prit la guerre d'Algérie les obligea à changer de position dans la mesure où le FLN algérien menait une campagne de lobbying très active dans les coulisses de l'Organisation des Nations Unies. La riposte informationnelle menée par les derniers gouvernements de la IVe République traduisit l'incapacité du politique à assumer l'évidence : un peuple qui réclame son indépendance est plus fort qu'un pays qui lui propose de l'accompagner vers le progrès.

#### Un savoir faire militaire tactique en guerre de l'information

De leur côté, certains militaires français s'initièrent progressivement à l'usage de la guerre psychologique et aux opérations d'intoxication. Au cours de la guerre d'Indochine, l'unité chargée de la radiogoniométrie fut à l'origine du déclenchement d'une opération d'intoxication. Le fait d'écouter les communications du Viêt-Minh³ permit au renseignement militaire français de fabriquer un faux document destiné à tromper l'ennemi. Il s'agissait de faire croire que ces informations fabriquées à partir des écoutes radios émanaient d'une « taupe » ayant accès au premier cercle entourant Giap et Ho Chi Minh. Cette manœuvre créa un climat de méfiance pendant plusieurs mois dans le commandement ennemi et entraîna l'interrogatoire de plusieurs dizaines de cadres communistes. Cette leçon fut retenue par la suite dans la conduite des opérations en Algérie, notamment dans l'opération dénommée la bleuite⁴ qui permit aux structures militaires françaises de désorganiser une partie des maquis de l'Armée de Libération Nationale après la bataille d'Alger.

-

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Elle mettait en avant le thème du progrès apportée aux populations algériennes alors que le FLN se battait avant tout pour l'indépendance de l'Algérie.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Jean-Marc Lepage, *Les services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Ces écoutes devinrent moins efficaces à partir du moment où la Chine et l'URSS aidèrent le Viêt-Minh à coder ses communications au début des années 50.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Cette opération fut orchestrée par le capitaine Paul-Alain Léger qui cibla Amirouche le chef de la Wilaya III en Kabylie. Ce dernier tomba dans le piège et crut que ses groupes de combat étaient infiltrées par des éléments retournés par l'armée française. Plusieurs centaines de fellaghas furent ainsi exécutés à tort pour trahison.

L'intoxication fut aussi une arme à double tranchant pour l'armée. Le pouvoir politique la retourna contre ses cadres les plus impliqués dans la défense de l'Algérie française. Dans son étude du putsch militaire à Alger en 1961, Pierre Abramovici<sup>5</sup> démontre qu'une opération d'intoxication émanant du milieu proche du général de Gaulle a été menée avec succès. Quelques mois avant le putsch, général Jouhaud qui deviendra par la suite un des quatre « généraux félons » est convoqué par des proches du général de Gaulle comme Roger Frey qui a en charge le Ministère de l'Intérieur. Ils lui expliquent qu'un coup de force militaire en Algérie serait souhaitable pour créer les conditions d'un nouvel Etat associé à la France et dans leguel pourraient coexister tous les Algériens (y compris les pieds noirs). La manière dont le général de Gaulle vécut le lancement puis le déroulement du putsch, met en lumière une certaine forme de double jeu. Que penser de la sérénité étonnante du général de Gaulle qui semble convaincu de l'échec d'un putsch au secret si mal protégé et à l'organisation pour le moins improvisée ? L'opération d'intox impliqua-t-elle la « démonstration de force » des vieux chars Sherman de la gendarmerie déployés devant l'Assemblée nationale n'avaient pas de munitions)? Pierre Abramovici n'en écarte pas l'hypothèse et donne des pistes de réflexion, en particulier sur la mise en œuvre de l'article 16 de la constitution pendant plusieurs mois alors que le putsch a échoué. Il revient aussi sur la manière dont le général de Gaulle « a offert » à l'armée française la victoire de Bizerte contre les forces armées tunisiennes pour compenser le désarroi d'un certain nombre de militaires de carrière qui vivaient très mal la fracture engendrée par les multiples rebondissements de la guerre d'Algérie. Dans un contexte dangereux et difficile (attentats contre le général de Gaulle, appareil d'Etat divisé sur la question algérienne), le créateur de la Ve République recourut à ce type de stratagème pour mettre un terme à la guerre d'Algérie.

#### Les errances stratégiques du politique

Cette pratique de l'intox n'a pas toujours été couronnée de succès. La gestion tactique de la guerre de l'information a été efficace contre le FLN. En revanche elle a été perdue à un niveau stratégique. Matthew Connolly<sup>6</sup> a donné un éclairage intéressant sur la manière dont le FLN a mené sa guerre de l'information contre la France, en exploitant les contradictions des relations franco-américaines durant la guerre froide. La délégation algérienne qui séjournait à New York a bénéficié au cours des années 50 d'un soutien des Etats-Unis. Certains cadres du FLN ont été suivis dès 1945 par des officiers américains qui avaient participé au débarquement en Afrique du Nord. Richard Nixon et John Kennedy ont apporté leur soutien lors de la campagne des élections présidentielles de 1960. La délégation FLN monta des opérations d'intox (manifestation de citoyens noirs payés parfois pour la circonstance pour agiter dans des lieux publics des petits drapeaux aux couleurs d'une Algérie indépendante). Ce soutien discret des autorités américaines fut aussi très utile dans les opérations d'influence lors des votes à l'ONU à propos de la question algérienne. La principale erreur commise par la France selon Matthew Connelly est le discours sur la modernité qu'elle opposait à celui du FLN présenté comme une force rétrograde. Pour démonter cet argument, la délégation du FLN à New York se présentait comme une force de jeunes gens en costume/cravate, très à l'aise dans le cadre américain. Un des personnages emblématiques fut Messaoud Zeghar<sup>7</sup>, l'un des plus grands pourvoyeurs d'armes du FLN. Ce

\_

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Pierre Abramovici, Le *putsch des généraux*, Paris, Fayard, 2011.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Matthew Connelly, *L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie*, Paris, Payot, 2011.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Seddid S. Larkeche, *Messaoud Zeghar, l'iconoclaste algérien*, Alger, Casbah, 2015.

commandant du FLN est devenu un homme d'affaires très important entre 1965 et 1978 et il joua un rôle essentiel dans les relations entre la jeune République algérienne et les Etats-

Les leaders du FLN avaient su tirer profit des leçons de Giap et d'Ho Chi Minh. Ils jouaient notamment sur les contradictions de la politique extérieure américaine. Les Etats-Unis voulaient la disparition des empires coloniaux européens, mais ils cherchaient aussi à contenir les Soviétiques dans leur soutien aux luttes de libération nationale en particulier en Afrique du Nord, et tout en préservant leurs intérêts pétroliers dans cette partie du monde. Ce triple jeu, impérial, idéologique et économique a amené les Etats-Unis à se surpasser dans le double langage. Les gouvernements français eurent à gérer ce télescopage informationnel permanent avec leurs intérêts vitaux. La crise de l'armée et la politique de la terre brulée menée par l'OAS rendirent encore plus difficile toute tentative de lecture lucide des évènements. Les acquis tactiques des guerres coloniales devinrent des sujets tabous pendant plusieurs décennies. Le putsch d'Alger et les retombées contradictoires des opérations dites de guerre psychologique contribuèrent à la diabolisation de cette démarche au plus haut sommet de l'Etat.

### La longue traversée du désert des partisans de la guerre psychologique

Seuls les militaires français peuvent témoigner de la manière dont le général de Gaulle a repris en main sur les armées après le coup d'Etat d'Alger. Sa priorité était d'éliminer tous les facteurs qui pouvaient être susceptibles de reproduire une telle crise institutionnelle. La notion de guerre psychologique ne figura plus dans la doctrine militaire et les structures dédiées à sa mise en œuvre furent supprimées. Pendant des décennies, la hiérarchie militaire fit comprendre aux officiers qu'il était préférable de ne de pas aborder ce type de problématique si ces derniers ne voulaient pas nuire à leur carrière. Les mesures de reprise en main ne furent guère commentées dans le monde civil. Il est difficile d'identifier dans un tel contexte que l'exportation du savoir faire français en matière de guerre psychologique puisse être orchestrée par un gouvernement de la Ve République. Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing ne remirent pas en question les décisions prises aux lendemains de la guerre d'Algérie pour brider les militaires. Mais cette face cachée de l'histoire de France n'est pas connue du grand public.

Ce silence ouvre la voie à des interprétations bien différentes comme cette polémique récurrente dans laquelle la France est accusée d'avoir formé des éléments des forces répressives sud-américaines à la pratique de la torture. Dans ce dossier, la frontière entre le fantasme et la réalité n'est pas toujours facile à discerner. Marie-Monique Robin<sup>8</sup> en fit la démonstration dans un ouvrage au titre très provocateur : Escadrons de la mort, l'école *française*. Un documentaire tiré de ce texte fut primé alors que certaines analyses tirées du livre peuvent être contestées. A titre d'exemple, Marie-Monique Robin présente le groupe d'extrême gauche français Brigades internationales 10 comme un des faux nez de l'opération Condor<sup>11</sup>. Cette thèse ne correspond en rien à la réalité<sup>12</sup>. Ce groupe était composé par des militants français qui combattaient les dictatures latino-américaines.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, La découverte, 2004.

 $<sup>^9</sup>$  Le documentaire tiré de cet ouvrage a obtenu le prix du documentaire politique décerné par le Sénat français. <sup>10</sup> Groupe clandestin d'origine maoïste, constitué après l'autodissolution de la Gauche Prolétarienne. Au milieu

des années 70, Il commit plusieurs attentats contre des diplomates sur le territoire français.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> L'opération *Condor* est le nom de code attribué durant les années è70 à une campagne d'enlèvement et d'élimination d'opposants en Amérique Latine. Ces actions furent menées conjointement par les services de renseignement de plusieurs dictatures sud-américaines : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay.

Si il est exact que d'anciens militaires français proches de l'OAS aient pu être sollicités par des écoles de formation antiguérilla subventionnées par les Etats-Unis, il est erroné d'en tirer la conclusion que cette démarche s'est faîte dans le cadre d'un transfert validé par l'armée française. De Gaulle ne pouvait pas d'un côté décréter une épuration idéologique de l'armée et de l'autre entretenir l'exportation de ce type de savoir faire qu'il considérait comme l'une des racines du putsch. Il aurait fallu maintenir l'enseignement de la guerre psychologique dans des structures dépendant du Ministère de la Défense. Ce qui était impossible compte tenu de la réorganisation de l'armée française après la guerre d'Algérie. Il fallut attende le début des années 2000 pour que la haute hiérarchie militaire française accepte de se repencher sur le sujet. Les publications sur l'information warfare et les procédures définies par l'OTAN dans le domaine des opérations d'information ont changé la donne. Mais la remise à niveau s'est limitée à un niveau tactique.

Il n'est pas sûr que nous ayons encore bien pris la mesure du changement de posture qui s'est amorcée aux Etats-Unis au début des années 80 sur la question de l'influence ou de l'équivalent de son bras armé: la guerre de l'information par le contenu. Cette dernière recouvre les opérations de propagande et de contre propagande, les techniques de pression psychologique, les méthodes de désinformation, la manipulation par la production de connaissances de nature institutionnelle, académique, médiatique, sociétale (fondations, ONG). Sa mise en œuvre n'est plus l'apanage des services de renseignement comme ce fut le cas durant les différentes phases de l'affrontement idéologique entre l'Est et l'Ouest. William Colby<sup>13</sup>, anticipa cette mutation en soulignant dès 1982 que les opérations menées au grand jour créaient moins de controverses que les opérations clandestines. Après en avoir subi les effets de cette nouvelle forme d'orchestration des stratégies d'influence lors des révolutions colorées, les Russes ont eux-mêmes intégré cette nouvelle approche dans leur campagne de Crimée. Cette évolution est confirmée dans une étude publiée par l'Otan en 2014. Ses auteurs mettent en exergue la recherche de la supériorité informationnelle par rapport aux capacités strictement militaires. Le centre de gravité du conflit se serait déplacé de la recherche du contrôle physique du territoire à la conquête des cœurs et des esprits de la population.

## L'incapacité persistante du pouvoir politique à passer à l'acte

La doctrine française peine encore à se hisser au niveau stratégique. La question de l'affrontement informationnel avec un ennemi déclaré ou pas, n'est pas abrogé dans le cadre d'une guerre de l'information par le contenant et le contenu. L'étude des phénomènes de supériorité informationnelle en temps de paix commence à peine à être étudiée dans certaines instances du Ministère de la Défense compte tenu des manœuvres d'intoxication pratiquées par des pays comme la Russie et même par certains pays alliés au sein de l'OTAN. Lors d'une audition le 25 mars 2015 devant la commission Défense de l'Assemblée nationale, le général Christophe Gomart<sup>14</sup> a démontré que le renseignement militaire français ne partageait pas certaines analyses de pays alliés<sup>15</sup> concernant la situation en Ukraine :

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Fanny Bugnon, *La violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994)*, thèse de doctorat en histoire contemporaine sous la direction de Christine Bard, Université d'Angers, 2011.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Ancien directeur de la CIA. http://www.geopolitique-geostrategie.fr/jean-bernard-pinatel/ukraine

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Directeur du renseignement militaire (DRM)

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Le général américain Philip Breedlove s'inquiétait de la présence d'importantes troupes russes à la frontière russo-ukrainienne. Le Wall Street Journal conforta cette thèse en citant des responsables du Pentagone qui révélèrent l'existence d'une chaîne logistique pour garantir l'approvisionnement de 40.000 soldats russes, appuyés par des moyens de guerre électronique, des avions d'attaque au sol et des hélicoptères.

"L'OTAN avait annoncé que les Russes allaient envahir l'Ukraine alors que, selon les renseignements de la DRM, rien ne venait étayer cette hypothèse — nous avions en effet constaté que les Russes n'avaient pas déployé de commandement ni de moyens logistiques, notamment d'hôpitaux de campagne, permettant d'envisager une invasion militaire et les unités de deuxième échelon n'avaient effectué aucun mouvement. La suite a montré que nous avions raison car, si des soldats russes ont effectivement été vus en Ukraine, il s'agissait plus d'une manœuvre destinée à faire pression sur le président ukrainien Porochenko que d'une tentative d'invasion."

La notion de supériorité informationnelle, abordée jusqu'à présent sous l'angle des stratégies d'influence, commence à être étudiée de manière plus globale c'est-à-dire en prenant en compte l'ensemble des rapports de force de nature géostratégique, géoéconomique, politico-militaire, culturel et sociétal. La décision d'un changement d'orientation en la matière relève du pouvoir politique. Tant que la France n'aura pas intégré la notion de guerre de l'information par le contenu dans une démarche de politique de puissance, nous en resterons à ce constat.